



ASSEMBLÉE NATIONALE

TROISIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 299
(Privé)

Loi concernant certaines exploitations agricoles dans le territoire de la Ville de Laval

Présentation

**Présenté par
M. Jean A. Joly
Député de Fabre**



**Éditeur officiel du Québec
1994**

Projet de loi 299

(Privé)

Loi concernant certaines exploitations agricoles dans le territoire de la Ville de Laval

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir un régime fiscal particulier pour certains immeubles situés dans le territoire de la Ville de Laval;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Ville de Laval peut, par règlement, établir un programme particulier de subvention pour les unités d'évaluation situées sur son territoire qui sont énumérées à l'annexe.

2. Le règlement doit prévoir le versement par la ville d'une subvention ayant pour effet d'étaler sur une période de six ans l'augmentation des taxes foncières pouvant résulter de la variation des valeurs imposables des unités d'évaluation visées découlant de l'entrée en vigueur des rôles d'évaluation foncière le 1^{er} janvier 1992 et le 1^{er} janvier 1995.

3. Le montant de la subvention est versé au propriétaire de l'unité d'évaluation pour les exercices financiers de 1992 à 1997. Il représente, pour chaque exercice, un montant égal à la différence entre le montant des taxes foncières imposées sur la base de la valeur imposable des unités d'évaluation visées inscrite au rôle d'évaluation en vigueur chaque année et le montant des taxes foncières qui serait dû si ces unités bénéficiaient d'un étalement, sur une période de six ans à compter du 1^{er} janvier 1992, de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle d'évaluation foncière le 1^{er} janvier 1992.

Le montant de la subvention est ajusté à compter du 1^{er} janvier 1995 en fonction d'un étalement, sur une période de trois ans, de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle d'évaluation foncière le 1^{er} janvier 1995.

4. À compter de 1994, la subvention est versée chaque année, pendant la durée du programme, au propriétaire de l'unité d'évaluation tant qu'elle fait partie d'une exploitation agricole enregistrée au sens de l'article 36.15 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14) et qu'elle n'a pas fait l'objet d'un transfert de propriété.

5. La subvention est versée par la ville en plusieurs versements et chacun de ces versements est fait dans les 90 jours suivant chaque versement des taxes foncières municipales fait en vertu de l'article 252 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) ou du règlement municipal adopté en vertu de cette disposition.

Le premier versement fait pour l'exercice financier de 1994 comprend également les subventions relatives aux exercices de 1992 et 1993.

6. Lorsqu'une inscription au rôle d'évaluation relative à une unité d'évaluation pouvant faire l'objet d'une subvention en vertu de la présente loi est contestée, la subvention n'est versée qu'au moment où une décision de dernier ressort a été rendue sur cette contestation.

7. Lorsqu'une unité d'évaluation cesse de faire partie d'une exploitation agricole enregistrée ou fait l'objet d'un transfert de propriété au cours de l'un des six exercices financiers à compter de celui de 1992, celui qui a reçu une subvention de la ville doit rembourser à celle-ci la subvention qu'il a reçue pour chacun des exercices financiers concernés, et ce, dans les 30 jours suivant une demande de la ville à cette fin.

8. Lorsqu'une modification au rôle d'évaluation est faite en vertu de l'article 174 de la Loi sur la fiscalité municipale et qu'en vertu de l'article 175, l'évaluateur municipal refait l'évaluation d'une unité d'évaluation, le montant de la subvention est ajusté en fonction de la nouvelle valeur inscrite au rôle d'évaluation et en tenant compte de la prise d'effet de la modification; toutefois, pour les fins du calcul du montant de la subvention, la valeur d'une nouvelle construction ou d'une amélioration à l'unité d'évaluation n'est pas considérée.

9. La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.

ANNEXE

7745-58-6780-2	8247-56-0180-1	8754-12-6695-0
7842-55-7560-8	8348-50-8975-5	8759-04-2700-8
7842-58-8555-1	8348-73-9205-8	8759-46-1965-9
7842-79-3250-0	8352-63-6170-0	8952-31-1830-8
7842-98-1270-0	8352-82-4395-5	8952-88-1105-5
7846-12-5820-0	8353-50-7185-2	9053-69-1090-5
7846-96-7565-2	8447-18-7770-8	9060-43-3715-5
8242-36-0860-1	8450-86-3025-2	9460-57-0105-4
8242-36-4680-9	8452-03-7560-5	9460-57-4820-4
8242-37-9305-6	8452-17-5630-8	9460-67-4630-6
8242-47-4730-9	8452-62-0610-1	9555-57-0045-9
8242-48-4580-6	8452-92-0620-7	9658-78-8695-1
8242-69-9320-8	8555-70-7910-1	9758-09-7190-7
8243-12-5520-5	8557-87-5845-1	9759-10-4315-9
8247-04-8730-5	8558-61-3750-8	9859-15-0110-5
8247-35-5495-2		